

PLUIES ET BIDONVILLES

Plus de 42.000 familles en état d'agression permanente

Imagine-t-on plus grande violence et plus grave injustice que celles d'obliger des dizaines de milliers de personnes à vivre dans des taudis?

Violence. Le mot est de plus en plus à la «une» de l'actualité réunionnaise. On en parle à chaque événement ponctuel. Les services de police de gendarmerie et les magistrats parlent de sa constante montée. Dans les hautes couches de la société on discourt sur le phénomène, on s'interroge, on reste perplexe, ou l'on s'affole et l'on crie au voleur-assassin. Le tout sans s'imposer un minimum de réflexion et sans voir la dimension première du problème. Répondant à une question du représentant de l'A.F.P. Paul Vergès disait: «je ne connais pas de violence plus grande que celle de priver 70.000 personnes du droit de travailler, ni que celle d'obliger 42.000 familles à vivre dans des bidonvilles».

Bien qu'elle ne soit pas exceptionnelle ou provisoire, on parle beaucoup moins de cette violence là. Il faut pourtant se souvenir que le recensement de 1982 indiquait que quelque 42.000 familles vivaient dans des taudis à la Réunion. Aujourd'hui, sans même tenir compte des jeunes ménages qui se sont formés et qui cherchent en vain un logement, le nombre de ces familles à encore augmenté.

Tous les philosophes de salon qui bavardent sur la violence, pensent-ils réellement à l'état permanent d'agression où se trouvent ces

dizaines de milliers de familles? Bien à l'abri dans leur logement confortable, songent-ils vraiment à tous ceux dont les «cases» ont été transformées en bourbier par les pluies diluviennes qui s'abattent comme actuellement sur notre île?

Imaginent-ils seulement ce que veut dire vivre dans un bidonville, où rien n'est sec, où l'eau s'infiltré de partout, où les lits sont trempés, où on ne peut plus préparer les repas, où les enfants pataugent dans la boue et où les risques de maladies et d'infections sont décuplés?

Mamadou Moussadje



Les enfants sont obligés de patauger dans la boue. Imagine-t-on le drame quotidien de ces familles? «Je ne sais comment nous allons faire s'il continue de pleuvoir» dit la mère de cette petite fille.

Pensent-ils à l'injustice énorme qui consiste à priver des dizaines de milliers de personnes du strict minimum alors qu'une minorité croule sous le superflu? Est-ce réellement ce contraste scandaleux qui est la préoccupation première de ceux qui font de l'anticommunisme dans les villes chic?

Car la plus grande violence qui soit réside bien dans le drame de ces dizaines de milliers de familles forcées à vivre dans des conditions inhumaines.

«Inhumaines» est loin d'être

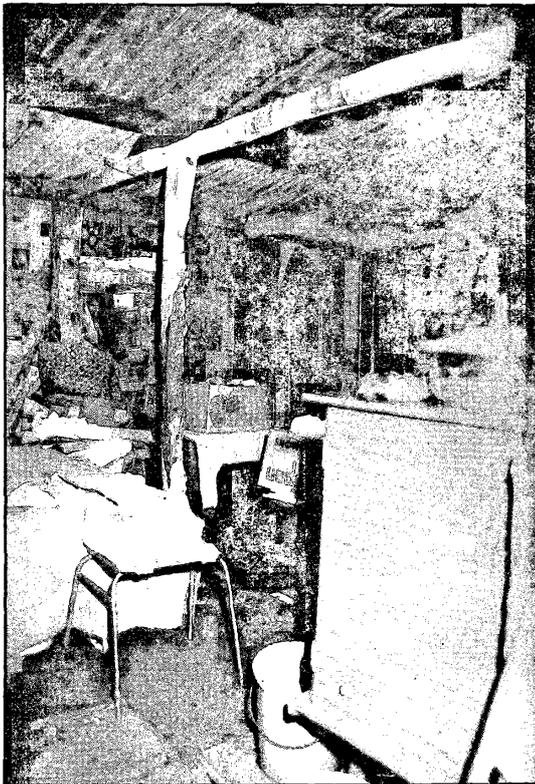
trop fort. Dans le plan de relance pour l'élevage en effet, les normes imposées pour les subventions des porcheries et des étables donnaient aux animaux un abri plus confortable que celui que connaissent plus de 42.000 familles à la Réunion...

«Une population victime de tant de violence est en état permanent de légitime défense» disait Paul Vergès en parlant des couches les plus pauvres de notre pays. Déjà deux générations de Réunionnais ont vécu et continuent de vivre dans des

bidonvilles. Crois-t-on dans les milieux «bien pensants» qu'une nouvelle génération va encore accepter un tel scandale?

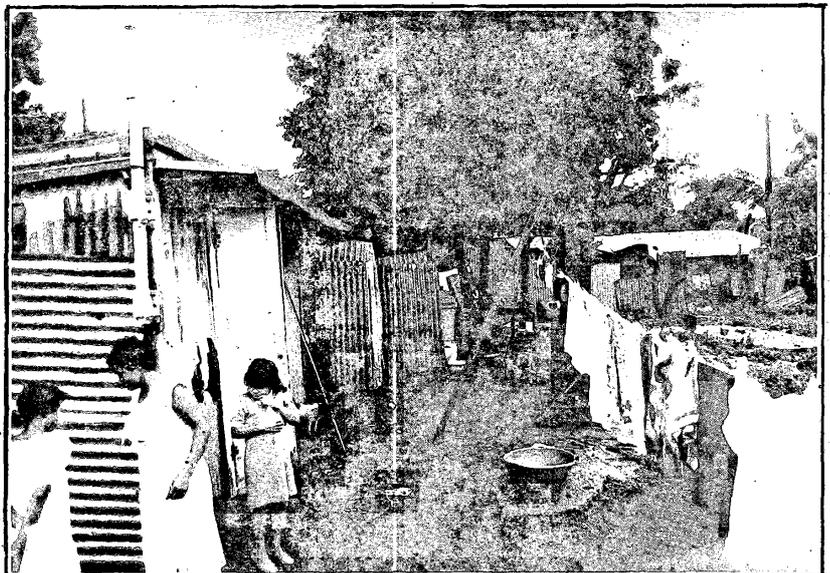
Placé à un niveau plus bas que celui des porcs et des boeufs par les différents pouvoirs pendant des décennies, les Réunionnais se battent désormais avec la plus grande énergie pour faire respecter leur droit au logement. Est-ce leur lutte juste et logique que les hautes couches de la société dénommeront alors violence?

M.B.



Quatre bouts de bois soutenant une feuille de tôle. «Dès qu'il pleut, l'eau entre partout», dit l'occupante de ce bidonville, Mme Toussaint. «Avec mes deux enfants, nous sommes obligés de dormir dans un seul lit. Dans l'autre pièce, les deux lits sont trempés».

Mamadou Moussadje



Le toit coule depuis plusieurs jours dans le bidonville de Mme Revondre. Avec ses quatre enfants, ils se cantonnent dans une seule pièce. Existe-t-il une violence plus grande que celle d'obliger des gens à vivre dans de pareilles conditions?